

Les crédits

qu'ils puissent enfin expliquer à leurs commettants quels sont les problèmes économiques du pays.

Monsieur le Président, quand on parle d'une diminution du taux d'intérêt, c'est sûr que tout le monde est d'accord avec cela. Mais je pense que si on veut avoir dans ce pays-ci un taux d'intérêt normal, il faut que l'on ait un taux d'inflation normal. Un taux d'inflation normal signifie que les Canadiens et Canadiennes ne doivent pas demander des biens et des services plus qu'on ne peut en produire. Ce qui veut dire que c'est un travail d'équipe. De là l'importance de l'opposition à qui je demande aujourd'hui d'embarquer dans le train réaliste économique du pays et de dire à leurs commettants: s'il vous plaît, restreignez vos dépenses. Dire aux provinces: s'il vous plaît, restreignez vos dépenses. Le seul gouvernement, depuis 1984, qui n'a pas augmenté ses dépenses, c'est le gouvernement canadien.

M. Della Noce: Conservateur.

M. Vincent: Nos coûts d'opération, monsieur le Président, depuis 1984, n'ont pas augmenté. Quelle est l'industrie, quelle est la province, quel est l'individu qui n'a pas augmenté ses dépenses depuis 1984? Il n'y en a pas beaucoup, monsieur le Président. Alors qu'en même temps on a réussi à sortir 800 000 personnes du seuil de la pauvreté. On a créé 1 600 000 emplois. C'est cela, monsieur le Président, l'exposé économique de 1984 du ministre des Finances, que l'on continue à faire. Mais il faut que les Canadiens, autant les provinces que les entreprises, que l'individu, que l'opposition comprennent cela.

Vous me permettez, monsieur le Président, de vous conter ce qui est arrivé en fin de semaine dans ma circonscription. Je rencontre une de mes commettantes qui est venue à Ottawa la semaine dernière. Elle marche sur le trottoir, et elle tombe. Elle regardait le Parlement, tombe sur le trottoir. Quelqu'un l'aide à se relever. Elle se retourne, et c'est Jean Chrétien qui l'aide à se relever. Elle le reconnaît, et elle dit à M. Chrétien: Monsieur Chrétien, qu'est-ce que je peux faire pour vous remercier de m'avoir aidée à me relever? Jean Chrétien, de lui répondre: Eh bien, madame, votez pour moi aux prochaines élections. Et, elle de lui répondre: Écoutez bien, je suis tombée sur les fesses, pas sur la tête, monsieur Chrétien!

Monsieur le Président, depuis 1984, le déficit a été réduit de 10 milliards de dollars par ce gouvernement. Nos dépenses fédérales, monsieur le Président, ont été moins élevées annuellement, en tenant compte de toutes les augmentations, des programmes statutaires, que le taux d'inflation.

• (1740)

Depuis 1984, monsieur le Président, il n'y a pas un ministre des Finances du gouvernement libéral qui a fait cela en 20 ans. Pas un! Que ce soit l'ancien leader, le nouveau leader, le postleader, ils ont tous augmenté les dépenses mais ils n'ont jamais administré, géré un pays. Et nous avons présentement une stratégie économique, fiscale, réaliste et bonne pour le Canada. Vous savez quel est le problème? Elle est bloquée par une *gang* de sénateurs non élus qui s'imaginent qu'ils ont la possession, la propriété du Sénat. Non, monsieur le Président. Ce sont des non-élus, et je les mets au défi, tous les sénateurs libéraux, qu'ils partent et qu'ils viennent se présenter dans les circonscriptions—je vais être gentil—juste dans les circonscriptions du Québec, qu'ils viennent se présenter contre les députés conservateurs au Québec ou ailleurs avec leurs politiques. Alors, écoutez, même leur chef est allé se présenter au Nouveau-Brunswick. Mais, monsieur le Président, vu qu'il est en période électorale, je serai gentil avec lui. Nous avons été gentils, on n'a pas présenté de candidat pour être sûr qu'il passe.

Monsieur le Président, il est inadmissible que des gens qui sont non élus tentent d'appliquer un programme qui a été battu aux élections de 1988 par ceux qui voulaient se faire élire. Et le ministre des Finances a encore souligné aujourd'hui que dans le pamphlet libéral de 1988, on se disait contre la TPS. Les libéraux n'ont pas été élus pour former le pouvoir. Pourquoi? Parce que la population canadienne voulait le dossier du libre-échange qui est excellent pour le Canada, parce que la population canadienne voulait un vrai chef, parce que la population canadienne voulait un vrai ministre des Finances, parce que la population canadienne voulait une réforme fiscale. Il y a un projet de loi au Sénat présentement qui est bloqué, qui fait en sorte que toutes les grosses entreprises canadiennes paieraient leur juste part d'impôt. Et ce sont des sénateurs non élus, libéraux, qui n'ont même pas la décence d'adopter ce projet de loi. Et on vient nous dire après que c'est le parti conservateur qui représente les grosses entreprises! Non, monsieur le Président, ce n'est pas le parti conservateur qui représente les grosses entreprises, ce sont les sénateurs libéraux et le parti libéral, avec MacEachen, avec la Banque de Montréal, et compagnie. C'est cela la situation au pays.

Je pense qu'il faut être réaliste. Monsieur le Président, le message qu'il faut laisser, c'est que la population canadienne et les gens de la circonscription de Trois-Rivières me demandent de faire le message suivant, de dire à ces sénateurs-là de s'asseoir, de faire un discours normal, de faire part à la population de leur position normalement et de respecter par la suite. . .

Le président suppléant (M. DeBlois): Sur un rappel au Règlement, le député de Parkdale—High Park.